

Pour dire que tout dépendra de nos luttes Pour reprendre ce qui nous appartient

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 30 / 03 / 2017

Les médias, détenus à 90% par des patrons des sociétés du CAC40 n'attendent pas le verdict des urnes pour faire leur tri entre ce qu'ils appellent les « petits » et « grands » candidats.

Des « grands » candidats, sans « grandes » idées

Fillon et Macron ne proposent pas la guerre au chômage, mais la guerre aux chômeurs. Ainsi, Fillon, expert en emplois fictifs, veut instaurer la dégressivité des allocations chômage au bout de six mois. Quant à l'ex-banquier Macron, il veut contraindre tout chômeur à accepter n'importe quel poste après deux offres, même payé 25% de moins.

La fille du milliardaire Le Pen prétend parler au peuple. Pour elle, le chômage serait dû aux immigrés. Comme si c'était eux qui licenciaient à tour de bras et fermaient les entreprises. Au nom de sa « préférence nationale », elle a choisi son camp : diviser les travailleurs plutôt que de s'attaquer aux patrons.

Hamon ou Mélenchon proposent bien un « plan de relance » de 100 milliards de commandes publiques. Mais ni l'un ni l'autre ne s'attaque aux profits et à la propriété capitaliste, source des inégalités.

Un « petit candidat », mais un vrai programme anticapitaliste !

1) Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le SMIC à 1700 € nets.

Une partie des travailleurs est privée d'emploi, tandis que d'autres souffrent au travail. Il faut répartir le travail pour tou(te)s, avec 32 h hebdomadaires sans diminution de salaire. Les 60 milliards de dividendes distribués en 2016 par les entreprises du CAC40 représentent 2 millions d'emplois à 1700 € par mois.

2) Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie

La logique de la concurrence et du profit détruit les services publics, casse les droits sociaux et met en danger la planète. Il faut mettre sous le contrôle des

travailleurs les grandes entreprises qui font tourner l'économie pour décider démocratiquement des priorités, de ce qui doit être produit et comment.

3) Donner le pouvoir à ceux qui font tourner la société

Les politiciens au pouvoir n'ont jamais travaillé de leur vie, à part Macron, avec les banquiers. Il faut supprimer la fonction présidentielle, limiter le salaire des élus au salaire moyen (2200 €), permettre la révocation des élus, instaurer une démocratie directe dans les entreprises et les quartiers pour décider comment la société doit tourner.

4) Mettre au-dessus de tout la solidarité et l'égalité

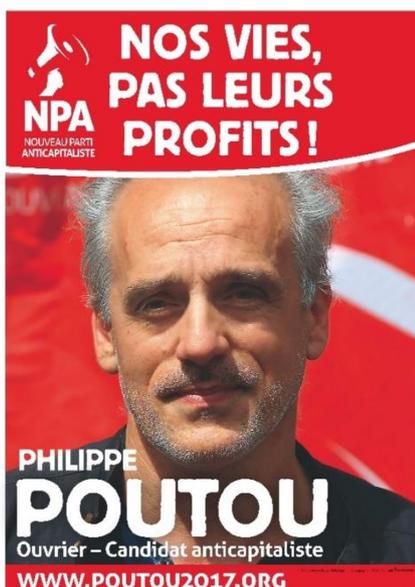
Le Pen veut taper sur les immigrés ou les « musulmans », pour réduire les droits fondamentaux de tous. L'état d'urgence a jeté la suspicion sur les « musulmans » et réprimé les jeunes des quartiers populaires et les militants. Nous voulons la fin de l'état d'urgence, le désarmement de la police, la suppression de toutes les lois racistes, l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation.

Philippe Poutou, candidat anticapitaliste et révolutionnaire

Si on en croit les sondages, le résultat attendu des urnes n'apportera aucune solution à nos problèmes. Nous refusons de voir le FN devenir le premier parti du pays sans réagir, comme nous refusons de subir les politiques antisociales de droite comme de gauche pour le compte du grand patronat.

Philippe Poutou, candidat à la présidentielle, est ouvrier à l'usine Ford-Blanquefort, près de Bordeaux. Il mène de front cette campagne et la lutte avec ses collègues de travail pour le maintien du millier d'emplois de son usine, menacée de fermeture.

Voter Philippe Poutou, c'est montrer au prochain gouvernement que nous ne nous laisserons pas faire !



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.
Et aussi sur Facebook ...



LE PEUPLE GUYANAIS NOUS MONTRE LA VOIE

Depuis trois semaines, les axes routiers des villes du littoral (Cayenne, Kourou, Saint Laurent du Maroni), le Port de commerce, le Centre Spatial, la Préfecture, la Collectivité Territoriale sont bloqués par des barrages tenus par la population, soutenue par l'Union des Travailleurs Guyanais. Les établissements scolaires sont fermés, les commerces ont baissé le rideau, les vols aériens sont annulés, le lancement de la fusée Ariane 5 a été ajourné.

L'État colonial investit des milliards d'euros pour lancer des fusées tous les mois, mais prétend qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics. Faute de collèges et lycées, chaque année plus de 2000 enfants sont laissés à la rue. Suite aux coupes budgétaires, le Centre Médico-Chirurgical de Kourou est bradé à des investisseurs privés. Cet abandon produit un taux de chômage de 22% (50% pour les jeunes) et un taux de pauvreté de 60% qui conduisent à la délinquance.

Le peuple guyanais nous montre la voie de la mobilisation, par la grève générale. Premières victoires de cette mobilisation monstre : les salariés d'Endel, en bloquant la fusée Ariane 5, ont gagné des augmentations de salaires. Et le gouvernement prend peur. La preuve qu'il faut continuer !

LA COURSE AU PROFIT, AU MEPRIS DE LA SANTE

Comme VW, Renault utilise des stratégies de contrôle moteur qui limitent la pollution dans les conditions d'homologation en labo sans se préoccuper des émissions en conditions réelles : dans la rue, les diesels émettent jusqu'à vingt fois plus de NOx (gaz toxique créateur de particules fines). Beaucoup avaient crié au scandale il y a un an, quand la CGT du CT Lardy avait dénoncé la politique de réduction des coûts et des effectifs qui avait conduit à une telle situation. Macron et Royal, alors ministres, affirmaient leur pleine confiance à Ghosn. Les irresponsables, c'étaient ces travailleurs qui, en ne respectant pas l'omerta, faisaient baisser le cours des actions Renault ! Mais pas un seul politicien pour faire le lien avec le milliard de dividendes versé aux actionnaires, avec les pressions que Ghosn et consorts exercent au quotidien pour concevoir et produire toujours plus vite, avec moins de moyens. Au mépris de la santé publique et de nos conditions de travail.

PATRIOTISME ECONOMIQUE...OU ANTICAPITALISME ?

Après le scandale Volkswagen, J-Luc Mélenchon affirmait en 2015 : «*La triche et la pollution, voilà sur quoi repose le prétendu succès de l'automobile made in Germany ! L'arrogance et l'impunité du made in Germany doivent cesser*». La procédure visant Renault est un démenti cinglant à ces propos cocardiers. Toute l'industrie automobile capitaliste est concernée, sans distinction de nationalité. De Le Pen à Macron en passant par Fillon, tous font leur campagne électorale au nom du «patriotisme économique», clamant qu'il faut être solidaires des patrons français pour défendre l'industrie nationale. Des cocoricos profitables à Ghosn, Dassault, Peugeot, Bouygues et autres...

Quant au gouvernement, actionnaire à 20 % de Renault, il reste silencieux devant ces méthodes, pourtant dénoncées par sa propre administration. Le patriotisme économique l'emporte sur les belles paroles de la COP21. Oui, le capitalisme, la dictature du fric, on en crève sur les chaînes de montage, dans les centres techniques ou même en respirant l'air de nos villes...

LES DEUX MONDES : LE LEUR ET LE NOTRE

Le milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière (fortune personnelle 2,9 milliards d'euros) est administrateur « indépendant » du groupe Renault. Il est aussi membre du comité des rémunérations, qui fixe notamment celle de Ghosn. Propriétaire de la « Revue des deux Mondes », c'est encore lui qui a embauché Pénélope Fillon comme « conseiller littéraire » pendant un an et demi. Leur monde est petit... et il y a bien «deux mondes» : d'un côté les affairistes, de l'autre ceux qu'ils exploitent.

LES « AFFAIRES » SONT LES AFFAIRES

Côté « affaires », on devrait aussi s'intéresser à d'autres, bien plus lucratives encore : celles qui permettent à une infime minorité d'actionnaires de s'accaparer une part énorme de la richesse produite par le travail de millions de salariés. Par exemple, l'exploitation du travail des quatre millions de salariés des 40 plus grosses entreprises (du CAC40) leur a rapporté 76 milliards de profits en 2016 : 19 000 € par salarié!



ECHANGE PROFITS CONTRE SALAIRES

Profitant d'accords de compétitivité basés sur un chantage à l'emploi éhonté, les capitalistes du secteur automobile n'ont pas été les derniers à se goinfrer en 2016. Leurs bénéfices nets ont explosé : Renault (+21%), mais aussi PSA (+92%), Michelin (+43%) ou Valéo (+27%). Bien plus que nos salaires.

OSER PRENDRE L'ARGENT LA OU IL EST

Le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) aux entreprises coûte aux contribuables que nous sommes plus de 20 milliards par an et sont dilapidés dans la spéculation boursière. Ils permettraient pourtant de créer 500 000 emplois dans la santé. Les cinq plus grosses fortunes de France représentent à elles seules 116,5 milliards d'€. Largement assez pour faire une politique répondant aux besoins sociaux. A condition d'exproprier les capitalistes et de décider à leur place.

**Philippe POUTOU - Ouvrier
Candidat Anticapitaliste 2017**

<https://poutou2017.org>



**Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt
30 mars 2017**